



BRÈVES ÉCONOMIQUES DU CÔNE SUD DE BUENOS AIRES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

N°44 – Novembre 2021

En bref – À la COP26, l'Argentine défend ses engagements climatiques et cherche des financements

La 26^{ème} Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP26), qui se déroule à Glasgow, en Écosse, du 31 octobre au 12 novembre 2021, a été l'occasion pour le président Alberto Fernández de renouveler les engagements climatiques de l'Argentine. Elle a notamment permis d'officialiser la révision de la « Contribution déterminée au niveau national » de l'Argentine, annoncée en avril dernier. Celle-ci est relativement plus ambitieuse, puisque le nouvel objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre, à l'horizon 2030, est supérieur de 27,7% par rapport aux ambitions annoncées en 2016. Sur le plan technique, l'objectif argentin est de ne pas dépasser 352 mégatonnes d'équivalent dioxyde de carbone à l'horizon 2030. Le gouvernement argentin souhaite l'atteindre par le biais d'actions touchant, notamment, la transition énergétique, le transport durable, la préservation des forêts et zones humides, ou encore la transformation de l'agriculture et de l'élevage pour assurer leur soutenabilité. Dans cette optique, le gouvernement argentin a multiplié les annonces, dont celle qui a fait grand bruit cette semaine : l'investissement de l'entreprise Fortescue de 8,4 Mds USD dans le secteur de l'hydrogène vert, sans plus de précisions. Il a également dévoilé, cette semaine, ses lignes directrices pour son plan de transition énergétique à horizon 2030. D'autres projets, plus discrets, ont été présentés les semaines passées, à propos notamment de la mobilité durable et de la lutte contre la déforestation. Cependant, les modes de financement de ces projets sont encore flous. L'effort financier engagé pour l'instant est, lui aussi, relativement modeste. Ainsi, selon le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) et l'université d'Oxford, seul 1,8% des dépenses de relance post-pandémie engagées par l'Argentine a été consacré à des initiatives vertes. Cette part est inférieure à la moyenne de l'Amérique latine et des Caraïbes (environ 2,4%) et nettement en deçà des engagements financiers pris par le Chili (14,3%). Pour combler cet écart, le président Fernández n'a pas hésité à mêler endettement financier et protection du climat lors de la COP26. Il a ainsi plaidé pour la mobilisation de davantage de fonds de la part des bailleurs internationaux et des pays développés en faveur des pays en développement voire émergents, afin de financer les projets verts et l'adaptation au changement climatique. Il a également plaidé pour l'introduction du concept de « dette climatique » et d'un mécanisme d'allègement de la dette en échange d'actions climato-compatibles. À cela s'ajoutent d'autres demandes, comme une nouvelle allocation de droits de tirage spéciaux pour financer la transition écologique, une flexibilité accrue sur les échéanciers et conditions de prêts, ainsi que la suppression des surcharges appliquées par le FMI. Reste dès lors à savoir le prix que fixera l'Argentine à sa lutte contre le réchauffement climatique.

LE CHIFFRE À
RETENIR

1,8%

Part des dépenses de relance post-pandémie de l'Argentine consacrée à des initiatives vertes

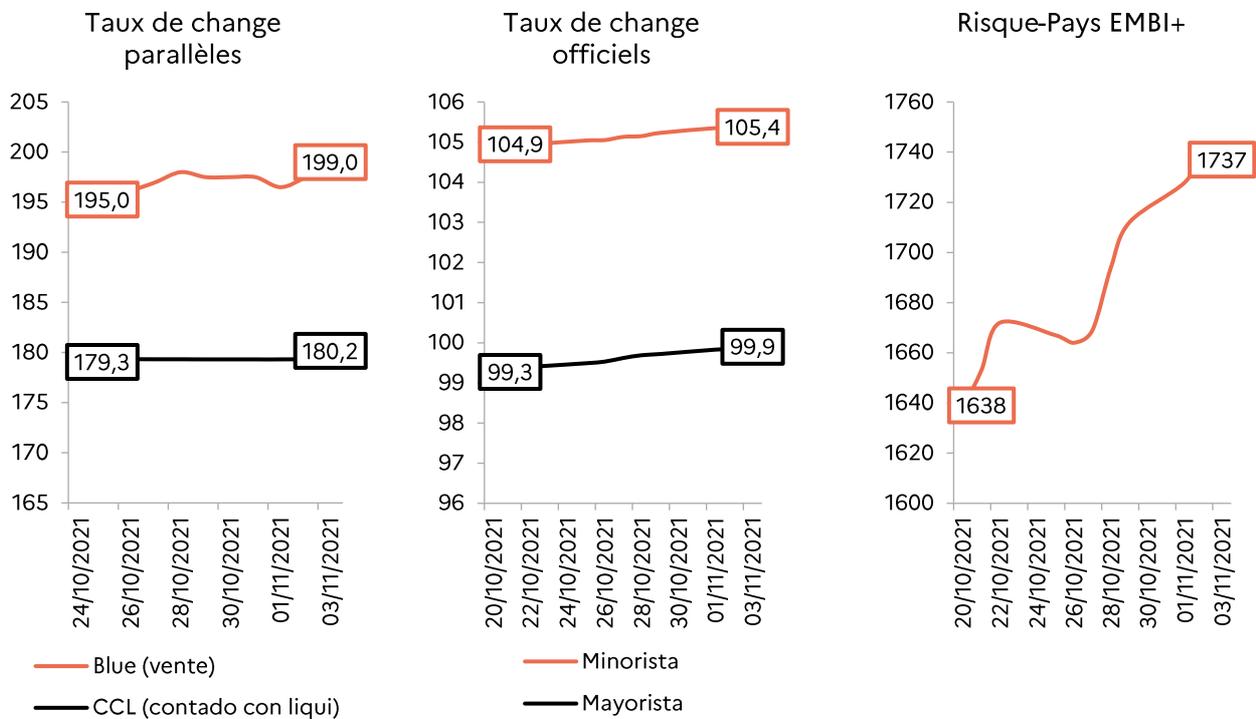
Zoom sur la situation sanitaire

Evolution de la vaccination

	Pourcentage de la population ayant reçu au moins une dose de vaccin	Pourcentage de la population complètement vaccinée
Argentine	75,7%	57,2%
Chili	85,9%	79,0%
Paraguay	40,4%	32,7%
Uruguay	79,3%	75,3%
Amérique du sud	67,2%	51,7%
Brésil	74,4%	55,3%
Colombie	58,9%	41,7%
France	75,9%	68,1%

Source : Our World in Data

Graphiques de la semaine – Argentine



ARGENTINE

La transition énergétique de l'Argentine alliera développement des énergies renouvelables et du gaz

Le 29 octobre, le secrétariat d'État à l'Énergie a publié dans sa résolution 1036/21, les lignes directrices pour un plan de transition énergétique à horizon 2030. Ces dernières établissent six objectifs : 1) l'inclusion sociale à travers l'accès égalitaire et universel à l'énergie ; 2) la stabilité de la production ; 3) la souveraineté énergétique obtenue grâce au développement de la production de gaz ; 4) le développement de l'industrie nationale ; 5) le fédéralisme ; 6) la durabilité.

Pour l'atteinte de ces objectifs, sept lignes d'actions sont déterminées : 1) la mise en place de politiques d'efficacité énergétique ; 2) l'utilisation des énergies propres ; 3) la gazéification des processus utilisant des combustibles liquides fossiles ; 4) l'extension des capacités technologiques nationales ; 5) la résilience du système électrique ; 6) la fédéralisation du développement de l'énergie (en associant toutes les provinces) ; 7) la définition d'une stratégie nationale pour le développement de l'hydrogène (produit à partir du gaz et des énergies renouvelables).

Deux scénarios d'offre énergétique sont envisagés à l'horizon 2030 : le 1^{er} présente un niveau de pénétration des énergies nouvelles renouvelables (EnR) dans le mix électrique de 20% avec une augmentation de la production globale d'hydrocarbures (pétrole et gaz), dit « REN20 » et, le 2nd, un niveau de pénétration de 30% d'EnR et une hausse de la production de gaz (qui remplacerait partiellement le pétrole, notamment dans

les transports), appelé « REN 30 ». Le 1^{er} scénario n'est pas conforme à la loi n°27.191 qui fixe une participation minimale de 20% des EnR en 2025.

Selon le rapport, le développement de la production du gaz permettra à l'Argentine d'atteindre l'autosuffisance énergétique et, en même temps, de contribuer à la transition énergétique d'autres pays par la mise en place d'un système d'exportation de GNL. Ainsi, le rapport prévoit la construction de neuf gazoducs, comme le gazoduc Nord-patagonique qui relierait le gisement de Vaca Muerta à la province de Buenos Aires.

Les investissements nécessaires pour la réalisation des deux scénarios sont évalués entre 21 et 27 Mds USD pour respectivement le REN 20 et REN 30. Ils seraient destinés à augmenter la puissance installée du pays, développer le transport électrique, ainsi que mettre en place des politiques d'efficacité énergétique. Le plan chiffre également les besoins en importations – et donc en devises – pour réaliser ces investissements de 10 à 14 Mds USD selon le scénario.

L'analyse inclut la mise en service des projets énergétiques en cours de réalisation, comme les centrales hydroélectriques Aña Cuá, localisée dans la province de Misiones (faisant augmenter la capacité installée de Yacireta-Apipé, la plus grande centrale d'Argentine, de 276 MW), Presidente Néstor Kirchner (950 MW) et Gobernador Cepernic (360 MW), toutes deux situées à Santa Cruz. La mise en service de la 4^{ème} centrale, prévue pour 2031, ne fait pas partie de l'analyse.

Les travaux d'infrastructures nécessaires sont mentionnés, comme la construction de nouvelles lignes à haute tension pour connecter les futurs projets énergétiques

répartis sur l'ensemble du territoire avec les centres de consommation.

La santé du secteur financier s'améliore, mais affiche toujours une faible contribution au financement de l'économie

Selon le rapport de la Banque centrale sur le système financier, les prêts bancaires libellés en pesos ont augmenté de 19,5% entre janvier et août 2021, soit une évolution nettement inférieure à celle de l'inflation (32,3% sur la période). De leur côté, les prêts libellés en devises progressent de 11,7%, en équivalent pesos, à un rythme proche de la dépréciation de la monnaie argentine (autour de 15% au taux de change officiel).

Alors que les crédits en pesos octroyés au secteur privé progressent de 15,9% depuis le début de l'année, ceux destinés aux entités publiques bondissent de 25,5% sur la période. Les prêts en monnaie nationale sont surtout portés par la ligne de financement pour l'investissement productif accordée à 160.000 petites et moyennes entreprises (PME), pour l'équivalent de 10,4 MUSD entre octobre 2020 et septembre 2021.

Compte tenu du niveau d'inflation, cette croissance nominale des prêts octroyés par le système financier argentin est en trompe l'œil, ce qui explique la faible contribution structurelle des institutions financières nationales dans le financement de l'économie. En effet, l'ensemble des crédits octroyés représentent seulement à peine un quart du PIB prévisionnel, en août 2021.

Malgré sa taille modeste, les fondamentaux du secteur financier sont solides. Près des trois quarts des actifs sont libellés en pesos, tout comme les deux tiers du passif. De plus,

le niveau de liquidité est confortable, à la fois pour les dépôts en pesos (65,4% en août 2021, versus 61,7% un an plus tôt) et en devises (83,5% versus 83,0%).

De même, le niveau de capitalisation est robuste, avec un ratio d'adéquation du capital par rapport aux actifs risqués à 24,7%, contre 21,7%. En dépit de l'inflation et des taux d'intérêt qui restent inchangés, la rentabilité demeure positive, même si elle recule par rapport à août 2020 (1,7% pour les capitaux propres et 10,7% pour les actifs versus, respectivement, 2,1% et 15,0%).

Enfin, après cinq mois consécutifs de hausse, le taux des prêts non-performants est légèrement en baisse en août par rapport à juillet (5,3%; -0,1 point de pourcentage), grâce notamment à l'inflation qui dilue les dettes libellées en pesos. Néanmoins, il est encore supérieur aux 4,8% enregistrés en août 2020, signe de la persistance des effets négatifs de la pandémie qui se font encore ressentir auprès des ménages et des petites entreprises.

CHILI

Débat dans le cadre de l'élection présidentielle et de l'Assemblée constitutionnelle sur la révision voire la sortie des accords commerciaux internationaux

La possibilité de réviser ou non les accords de libre-échange (ALE) que le Chili a signés au cours des dernières décennies a remis au centre du débat de l'élection présidentielle l'importance de la politique étrangère et du commerce extérieur pour le développement du Chili.



Le secrétariat des relations économiques internationales (SUBREI), entité publique, dépendant du ministère des Relations extérieures, a identifié l'accord de partenariat Transpacifique et la modernisation de l'accord d'association entre le Chili et l'Union européenne comme prioritaires. SUBREI demande aux candidats à l'élection présidentielle de renforcer le « narratif » autour des avantages directs et indirects du commerce extérieur, notamment en termes d'emploi et d'opportunités commerciales.

Le candidat Gabriel Boric (crédité d'environ 20% d'intention de vote, en baisse cependant ces derniers jours, selon les instituts de sondage) a clarifié sa position vis-à-vis de la révision de ces accords. Initialement en faveur d'une révision générale des accords commerciaux déjà conclus avec d'autres pays, il a précisé qu'il ne s'agissait pas d'adopter des actes de manière unilatérale mais plutôt d'élargir le dialogue sur le processus d'évaluation et de signature de ces accords avec les gouvernements locaux et régionaux et les peuples autochtones.

Présidentielle au Chili : six des sept candidats en quarantaine

Six des sept candidats à la présidentielle du 21 novembre au Chili sont en quarantaine pour une semaine, le favori du premier tour Gabriel Boric ayant été testé positif au COVID-19 peu après avoir débattu face à face avec chacun d'eux. Au cours des deux derniers jours, Gabriel Boric a débattu avec sa rivale démocrate-chrétienne Yasna Provoste et avec les candidats d'extrême gauche Eduardo Artés, de centre droit Sebastian Sichel, d'extrême droite José Antonio Kast et du Parti progressiste Marco Enriquez-Ominami.

Franco Paris du « Parti pour les Gens » est le seul candidat à échapper à l'isolement obligatoire. Il vit aux États-Unis et a évité de se rendre pendant la campagne au Chili, où il fait l'objet de poursuites judiciaires pour non-paiement de pension alimentaire.

Selon un sondage du cabinet Data Influye publié le 3 novembre, Gabriel Boric, qui représente la coalition de gauche Apruebo Dignidad, est en tête des intentions de vote au premier tour avec 32% des suffrages. Il devance José Antonio Kast (27%), en tête lors d'un précédent sondage.

L'économie chilienne reste sur la voie d'une croissance à deux chiffres en 2021 et d'une normalisation du marché du travail

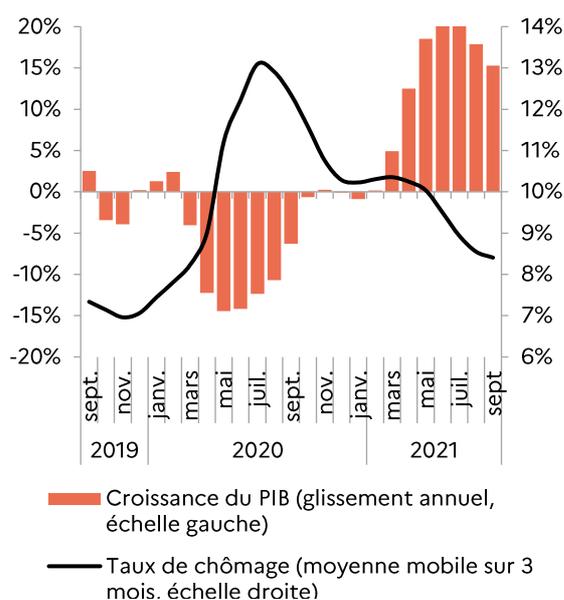
Selon la Banque centrale, l'économie a enregistré en septembre une croissance à deux chiffres, pour le 6^{ème} mois consécutif. Les 15,6% de croissance, en glissement annuel (g.a.), ont ainsi surpassé les anticipations des agents économiques. Cependant, ils ont confirmé la décélération de la reprise qui s'était enclenchée à partir de juin, lorsque le PIB avait crû de 21,1%, puis de 20,2% en juillet et de 17,9% en août.

Selon la Banque, le bon résultat de septembre trouve son origine dans l'assouplissement des restrictions de mobilité, la plus grande ouverture de l'économie, les mesures de soutien aux ménages et les retraits d'une partie de l'épargne individuelle des fonds de pension. Il est aussi dû à un effet de base favorable, bien que le PIB ait aussi dépassé son niveau pré-pandémique (+3,1% enregistré par rapport à septembre 2019).

Les grandes composantes de l'économie ont eu, dans leur ensemble, une contribution

positive à la croissance. C'est notamment le cas de l'industrie (+7,5% en g.a.) portée, entre autres, par la production manufacturière (+10,4%), mais handicapée par l'activité minière (-6,7%). C'est également vrai pour l'activité commerciale (+20,3%), tractée par le commerce de véhicules, de pièces détachées, de machines et équipements à destination notamment du secteur minier, mais aussi par les ventes au détail de vêtements et celles d'équipements domestiques. Les services (+19,0%) ont aussi contribué à la croissance, principalement par le biais des services à la personne.

Croissance du PIB et taux de chômage



Sources : INE, Banque centrale, SER Buenos Aires

En somme, l'économie chilienne devrait bien atteindre une croissance à deux chiffres en 2021 (11,0% projetés par le FMI pour 2021), puisqu'elle a déjà un acquis de croissance de 11,6% en g.a. durant les neuf premiers mois de l'année. Ce spectaculaire rebond sera toutefois exceptionnel, puisque l'économie pourrait renouer avec un taux de croissance plus modeste dès 2022, à 2,5%.

En attendant, la forte croissance en 2021 devrait permettre au marché du travail de continuer à se normaliser. Le taux de chômage continue de baisser, atteignant 8,4% en moyenne entre juillet et septembre, contre 8,5% sur la période allant de juin à août. Il était à 12,2% en moyenne, un an plus tôt. Par rapport à la période où les pertes d'emplois ont été les plus fortes (mai à juin 2020), près de 1,2 millions d'emplois ont été récupérés, soit 65,6% des emplois détruits.

La trajectoire est aussi haussière pour les taux d'emploi (52,3% de juillet à septembre, contre 51,8% trois mois plus tôt) et d'activité (57,1% versus 56,7%). Ces améliorations s'expliquent par la reprise des activités professionnelles des individus ayant perdu leur emploi à cause de la pandémie et l'entrée de nouveaux individus sur le marché du travail.

Ces résultats sont toutefois à nuancer. Sur près de 84.000 emplois récupérés par rapport à la période précédente, 77% sont dans le secteur informel. Le taux d'occupation informel a ainsi légèrement augmenté entre juillet et septembre, pour atteindre 27,7%, contre 27,1% entre juin et août et 23,5% à la même période, un an plus tôt.

PARAGUAY

Le Paraguay prépare sa réponse à la première version du rapport d'évaluation du Gafilat

Le Paraguay a reçu le vendredi 22 octobre la première version du rapport d'évaluation mutuelle qui fait suite à la visite in situ des évaluateurs du Gafilat, du 23 août au 3 septembre 2021.



En réaction, Hernán Huttemann, chef de cabinet du président Mario Abdo Benítez et coordinateur national des institutions paraguayennes soumises au processus d'évaluation, s'est entretenu avec Carlos Arregui, ministre en charge du Secrétariat pour la prévention du blanchiment des capitaux (Seprelad), en présence des autorités monétaires et superviseurs, afin de coordonner la réponse que le Paraguay enverra au Secrétariat du Gafilat, au plus tard le 26 novembre 2021.

Plusieurs échanges sont prévus entre les évaluateurs et les autorités afin de suivre la mise en conformité du Paraguay par rapport aux 40 recommandations du Groupe d'action financière (GAFI) dans le cadre de la lutte contre le blanchiment des capitaux (LBC) et le financement du terrorisme (FT). La version finale du rapport sera soumise à l'approbation des membres du Gafilat lors de la Plénière de juillet 2022.

Selon la presse qui cite le ministre Carlos Arregui, le pays afficherait un « optimisme modéré » à propos de la résolution des vulnérabilités pointées dans le rapport. Pour rappel, en cas de non-conformité de la réglementation paraguayenne ou faible effectivité des textes juridiques, le Paraguay pourrait être inscrit sur la liste grise du Gafi avec le risque que les établissements bancaires internationaux évitent le système financier paraguayen dans le cadre d'une stratégie de « de-risking ».

A cet égard, le Seprelad rappelle la nécessité d'adopter une dizaine de textes législatifs afin d'aligner la conformité technique du Paraguay avec les normes du Gafilat. De même, l'efficacité du cadre réglementaire, et plus largement du système LCB/FT, sera aussi prise en compte dans l'évaluation.

URUGUAY

L'indicateur avancé d'activité table sur une poursuite de la croissance, mais à un rythme modéré

L'indicateur avancé d'activité (ILC) publié par le centre d'études CERES, progresse de 0,3% en octobre, affichant son 7^{ème} mois consécutif de hausse, marquant toutefois un net ralentissement depuis le pic enregistré en juillet (0,9% puis 0,8% en août et 0,5% en septembre).

De son côté, l'indice de diffusion, qui mesure les composantes de l'indice ILC ayant une trajectoire positive, est de 60%, contre 70% un mois plus tôt. Sans surprise, le secteur agricole sert de moteur à la reprise, sous les effets combinés des prix élevés et d'une demande internationale portée par la Chine. En revanche, si l'activité industrielle est désormais au-dessus de son niveau pré-pandémique, son évolution, hétérogène, est surtout portée par les secteurs exportateurs.

Cette expansion de l'économie, modérée, ne permet pas d'améliorer sensiblement les indicateurs du marché du travail. Ainsi, le taux de chômage reste structurellement élevé en septembre (9,4%), en particulier à Montevideo (10,1%). A cette date, les taux d'activité et d'emploi sont respectivement à 61,6%, versus 63,4% à Montevideo, et 55,8% versus 56,9% dans la capitale.

Ce déséquilibre sur le marché du travail pèse nettement sur les revalorisations salariales (+0,21% sur un mois en septembre, +5,6% sur un an) ce qui, compte tenu de l'inflation (+0,46% sur un mois et +7,41% sur un an), entraîne un léger recul du salaire réel (-0,2% sur un mois, -1,7% sur un an).



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Jean-François Michel, Service économique régional de Buenos Aires, Ambassade de France en Argentine

Rédacteurs : SER de Buenos Aires, SE de Santiago. Avec le concours des ambassades de France au Paraguay et en Uruguay

Pour s'abonner :
Compte Twitter :

samuel.adjutor@dgtresor.gouv.fr
[@TresorArgentina](https://twitter.com/TresorArgentina)